

## Introduction

Depuis une quinzaine d'années en France, un nouveau mode d'action humanitaire est apparu. Loin du feu des médias ou d'une publicisation spectaculaire liée à des événements traumatiques majeurs telle que la connaissent les « urgencières » (comme Médecins du monde, Médecins sans frontières, Aide et actions, etc.), des organisations de solidarité internationale (OSI), moins connues et de plus en plus nombreuses depuis la fin des années 1970<sup>1</sup>, tentent de structurer leur militantisme autour du modèle de l'expertise : souci du diagnostic d'une « demande » d'aide, de l'élaboration d'un projet *ad hoc* aux finalités précises et de l'efficacité des actions de terrain, ajustement des compétences professionnelles à l'objectif visé. Contestant l'étiquette « humanitaire » jugée renvoyer à une conception caritative ou confessionnelle de l'aide apportée et sujette à toutes les dérives ou manipulations, ses promoteurs lui préfèrent celle de « solidarité internationale », plus neutre car plus récente. Ils se démarquent d'un militantisme politique perçu comme trop idéologique et prisonnier de conflits internes empêchant la réalisation concrète des initiatives et détachent leur action à la fois de l'assistance charitable et de l'action sociale (de proximité par exemple mais pas seulement). Des salariés, ainsi, soit organisent le recueil de dons pour le financement de constructions en Asie, Afrique, Amérique latine (écoles, orphelinats, dispensaires...) soit proposent, sur la base de leur métier, des « transferts de technologie » et se rendent en Afrique ou en Asie pour des opérations de modernisation technique cherchant à associer les acteurs locaux : personnel d'EDF allant électrifier des villages, installer des pompes hydrauliques mais aussi soutenir la création de petites entreprises tournées vers le tourisme ; agriculteurs réalisant des modes de culture ou d'irrigation adaptés à l'économie rurale ; tous deux offrant des connaissances comme l'apprentissage de la réparation de lignes et du remplacement des pièces usagées, la construction d'ateliers de fabrication d'outils agraires, la formation à la tenue des comptes d'une exploitation agricole...

Ces pratiques connaissent un certain succès, notamment à EDF, avec la création régulière, dès 1986, de nouvelles associations, les CODEV (clubs Coopé-

---

1. Elles forment également le gros de la troupe des OSI : autour d'une centaine contre une dizaine d'« urgencières ». Voir « Associations de solidarité internationale », in Commission Coopération-Développement (COCODEV), *Répertoire 1997-1998*.

ration-Développement) qui sont aujourd'hui au nombre de 20 rassemblant, chacun, entre 40 et 200 adhérents. Les militants rencontrés empruntent, pour décrire leur investissement, un registre de justification qui renvoie très exactement aux caractéristiques des « nouvelles formes d'engagement dans l'espace public ». Les actions sont « concrètes », organisées autour de « micro-projets », pensées sur le mode managérial de l'entreprise responsable. Elles réunissent des équipes restreintes de salariés qui refusent toute délégation et, animés de pragmatisme, sont préoccupés par la seule « efficacité » de leur mission qui envoie sur le terrain le plus fréquemment entre dix et quinze personnes.

### **Transformation du militantisme ou transformation dans le militantisme ?**

Dévolements « altruistes » visant la professionnalisation, mobilisant les compétences professionnelles à des fins humanitaires, privilégiant les actions limitées et le « développement durable » au profit des « autres lointains » : en quoi viennent-ils renouveler un militantisme plus ancien où ce sont les plus proches qui sont aidés et où l'engagement se dit davantage en termes politiques ou en « inclination du cœur » ? *A priori* tout les sépare : les objectifs visés, les conceptions de l'engagement (envisageant moins de « changer le monde » que d'« éviter le pire »), les labels et les références affichés, les répertoires d'actions empruntés jusqu'au souci d'efficacité brandi en arme de combat contre les autres actions menées et qui justifie les interventions accomplies.

On aurait tort pourtant de conclure d'emblée à une opposition tranchée laissant à penser à une transformation radicale du militantisme. S'arrêter ainsi à la façade que se donnent les organisations militantes conduirait d'une part à prendre, sans bénéfice d'inventaire, leurs programmes pour la réalité de leur pratique et, d'autre part, à séparer des militantismes selon la seule ligne chronologique qui fait abstraction de la continuité possible des investissements, des expériences, des apprentissages ou des orientations individuelles ou collectives. La légitimité de la nouveauté et de l'efficacité serait, en outre, accordée à la forme militante la plus récente au détriment de la plus ancienne qui semble ne plus la posséder. L'air du temps sans doute y invite où, dans de nombreux ouvrages et articles scientifiques et journalistiques, sont évoqués les crises du syndicalisme, du militantisme et de la représentation politique ou encore la fin des syndicats et des militants, le déclin et la radicale mutation des formes traditionnelles de participation civique<sup>2</sup>. Où, également, l'attention s'est déplacée, venant renouveler les analyses : des études se focalisent sur les volontés exprimées de protéger l'autonomie des convictions individuelles face aux directives organisationnelles<sup>3</sup>,

2. Par exemple, Rosanvallon (P.), *La question syndicale*, Paris, Calmann-Lévy, 1988 ; Tixier (P.-E.), *Mutation ou déclin du syndicalisme ? Le cas de la CFDT*, Paris, PUF, 1992 ; Labbé (D.) et Croizat (M.), *La fin des syndicats ?*, Paris, L'Harmattan, 1992.

3. Perrineau (P.) dir., *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995 ; Ion (J.), *La fin des militants ?*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1997.

d'autres sur des protestations sociales qui contreviennent aux modes conventionnels d'action et de représentation collectives comme en témoigne la multiplication des analyses et des articles de presse sur les luttes de soutien aux « sans-papiers », aux immigrés, aux « sans-logement », aux chômeurs ou aux coups d'éclat d'associations telles *Act up*<sup>4</sup>.

Il est vrai que, depuis plusieurs années, toute une série de transformations a affecté les modes d'actions militants et les représentations qui leur sont attachées : chute des effectifs, montée de l'abstentionnisme aux élections professionnelles, forte érosion des organisations communistes, réorganisations des liens entre syndicats et partis politiques, apparition de mouvements revendicatifs échappant au contrôle direct des organisations établies (coordinations, assemblées générales<sup>5</sup>, associations de chômeurs), de nombreux syndicats autonomes<sup>6</sup>, de phénomènes de dissidences<sup>7</sup>, éclosion de causes plus individualisées, de protestations situées hors-cadre politique, d'actions individuelles et collectives plus restreintes et plus fréquentes<sup>8</sup> mettant en scène des malheurs singuliers jusqu'à l'exposition de « corps souffrants », insistance sur le repli de la plupart des acteurs sociaux sur la sphère intime ou des formes de protection des rôles privés. La liste pourrait être continuée à l'infini. Elle suffit cependant à montrer que les raisons, tout comme la signification de ces transformations, sont complexes<sup>9</sup>. Renvoyant à des processus largement différenciés, elles ne peuvent se résumer dans les termes généraux d'un évolutionnisme invoquant l'augmentation des aspirations à l'autonomie individuelle ou la montée d'un « processus d'individuation » d'autant plus problématique qu'en proposant une lecture linéaire des modifications qui touchent à l'espace militant, il leur prête un sens univoque et cohérent en oubliant de les situer là où pourtant elles ont leurs genèses : dans le monde social et politique.

Partant, sont négligés les multiples interactions dans lesquelles les syndicats sont pris, les phénomènes de concurrence et de coopération compétitive entre eux mais aussi avec d'autres acteurs intéressés pour d'autres raisons à la définition de ce que doit être leur activité, les enjeux pratiques et les tensions qu'ils recouvrent, les conjonctures qui, en recomposant les configurations sociales,

4. Voir les travaux regroupés dans Fillieule (O.), *Sociologie de la protestation. Les formes d'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993 ; ou Siméant (J.), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

5. Sur le recours aux assemblées générales pendant le mouvement de l'automne 1995, voir Leschi (D.), « La construction de la légitimité de la grève : le rôle des assemblées générales à la gare de Lyon », *Sociologie du travail*, 4, 1997.

6. Groupe des 10 créé en 1981 qui se transforme en 1995 en une union syndicale « Solidaires et Unitaires », Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) dont est partie prenante la FEN.

7. Comme ces minorités exclues de la CFDT en 1988 pour leur hostilité trop affichée envers la ligne fédérale et qui vont former les syndicats Solidaires-Unitaires-Démocratiques (SUD) et Coordonner-Rassembler-Reconstruire venant grossir le groupe des 10. Ou encore des syndicalistes FO opposants à Marc Blondel, après 1995, qui rejoignent l'UNSA en 1998.

8. Voir les deux numéros de *Politix* sur « Causes entendues ».

9. Il conviendrait de se demander en quoi ces phénomènes sont réellement inédits : des syndicats autonomes sont également apparus après guerre, la crise du militantisme est également évoquée à cette période, des mobilisations échappant aux états-majors sont légion dans le passé, la désaffection pour tout engagement est un thème récurrent dans les discours des militants, l'invocation d'une dépolitisation des participations publiques revient périodiquement scander l'humeur du temps, etc.

créent des cycles dans les engagements, la récurrence des déplorations sur la fragilité des organisations représentatives et démocratiques : au bout du compte une naturalisation de ces transformations est opérée qui les présente comme essentiellement liées à l'apparition de nouveaux venus porteurs de nouveaux comportements altruistes<sup>10</sup> (« restreints et contractuels ») et d'une nouvelle éthique de l'engagement (« indolore »)<sup>11</sup> prophétisant exemplairement une modernité enfin débarrassée des héritages, des traditions, des pesanteurs sociologiques et communautaires qui seraient, dans une sorte d'illusion rétrospective, la marque essentielle et naturelle du « stade » précédent<sup>12</sup>. L'enquête proposée ici contredit à la fois cette vision du militantisme d'aujourd'hui et les conclusions sur lesquelles elle ouvre. Par exemple, contrairement à ce qu'elles avancent, les sociabilités « traditionnelles » (familiales, amicales, professionnelles) tiennent le rôle principal dans ce qui incite les salariés à s'investir dans le militantisme d'expertise humanitaire. Ce n'est qu'une fois l'engagement accompli qu'elles se recomposent autour de nouvelles fréquentations militantes, certes éloignées des lieux de socialisation primaire mais pouvant rapidement se « traditionnaliser » en devenant des relations affectives. De même, c'est à l'instigation de la CFDT que les CODEV sont créés et si leurs activités militantes attirent de jeunes salariés, nouvelles recrues du militantisme, la plupart de leurs membres et de leurs promoteurs sont d'anciens militants syndicaux ou politiques, passés majoritairement de mouvements chrétiens et tiers-mondistes à la CFDT avant de se reclasser dans l'« humanitaire expert » sans se défaire de leur affiliation à leur confédération. Plus que la réalisation d'une volonté d'autonomie censée être exprimée par des individualités nouvelles se détournant des attitudes de remise de soi « totales », ce sont des procédures de reconversion sociale et politique qui sont ici à l'œuvre. Que l'on retrouve ce phénomène ailleurs, dans l'éclosion récente d'associations telles celles qui luttent pour l'obtention de droits (droits aux papiers, au logement, au travail...), ne peut que rendre discutables les analyses concluant au surgissement d'un nouveau « militant distancé » entendu non pas comme un militant distant à son rôle mais comme l'expression « moins d'un rôle social incorporé que d'une attitude qui peut être aussi bien endossée que quittée<sup>13</sup> ». D'abord parce que ce qui est nouveau, manifestement, ce ne sont pas les militants eux-mêmes mais le répertoire d'actions qu'ils adoptent ; ensuite parce que, à moins de raisonner en termes de conversion radicale (ce qui resterait à expliquer), il y a tout à parier sociologiquement qu'ils importent dans leur nouvelle activité une part d'eux-mêmes formée antérieurement à l'occasion de leur socialisation militante passée. Enfin parce que leur exemple montre que quitter le militantisme n'est jamais un geste aussi simple que ce que le suggère une telle définition repo-

10. Voir l'introduction de P. Perrineau *in* *L'engagement politique. Déclin ou mutation?*, *op. cit.*

11. Éthique « indolore » propre à une « citoyenneté planétaire » mêlant grands principes (altruisme, tolérance) mais sans obligation de dévouement et de devoir : voir Lipovetsky (G.), *Le crépuscule du devoir. L'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques*, Paris, Gallimard, 1992.

12. Voir par exemple Ion (J.), *La fin des militants?*, *op. cit.*

13. *Ibid.*, « Un engagement symbolisé par le post-it, détachable et mobile : mise de soi à disposition, résiliable à tout moment », p. 81.

sant sur l'idée sous-jacente d'une activité par contrat, conclue et résiliable à volonté sans coût d'entrée ni de sortie. S'investir dans un engagement et plus encore quand celui-ci a été longuement prolongé, c'est aussi se sentir investi par lui et d'une action à accomplir en faveur des autres et là entrent bien d'autres déterminations que le seul souci de réaliser son « autonomie » ou une activité experte<sup>14</sup>.

S'il y a bien changement, c'est à l'intérieur du militantisme qu'il se produit : les modes d'action sérialisés et portant sur des enjeux limités proposent une nouvelle définition de celui-ci, qui, même parée des vertus de l'expertise, de l'efficacité ou de la science, est tout aussi militante que d'autres puisqu'elles les affrontent et les concurrencent. Prise de position dans le militantisme : elle appelle d'autres interrogations que la seule observation clinique des conduites tenues et que ne peuvent aborder des raisonnements en termes d'antagonismes (entre hier et aujourd'hui, ancien et nouveau, traditionnel et inédit). Questions sur la construction publique de la cause que des individus acceptent de servir, sur les opportunités qu'elle crée et les limites (sociales, politiques, cognitives) qu'elle instaure ; questions sur les transferts et emprunts d'un univers à l'autre, les déplacements des loyautés et des dévouements consentis, l'importation de compétences diversifiées et l'acquisition de nouvelles ; questions sur les significations différentes et changeantes dont les militants investissent leur action. Les poser oblige à accompagner au plus près de sa trame concrète la dynamique du militantisme et à modifier l'énigme à élucider. Celle-ci ne réside plus dans l'apparent caractère inédit de l'humanitaire expert mais dans la reconversion aussi bien des catégories pour penser le monde et agir sur lui que des militants qui lui consacrent leur énergie. Son analyse suppose de considérer les activités militantes adoptées non pas comme des actions individuelles compétentes ou humanitaires ou internationales mais d'abord comme des *pratiques* sociales et politiques. Reposant sur des ressorts concrets, elles suivent un cheminement particulier qu'il s'agit de restituer au risque sinon de faire du déroulement des dévouements déployés une histoire naturelle et sans histoires et de manquer l'essentiel : les dilemmes pratiques qu'affrontent ces militants reconvertis dans le cours même de leurs nouvelles occupations. Pour les comprendre, un décentrement du regard est nécessaire, qui renonce à expliquer le militantisme par le militantisme, les mobilisations développées par la seule sociologie des mobilisations pour repérer, grâce à d'autres sociologies (sociologie du travail et des professions, sociologie politique et des politiques publiques) et d'autres sciences sociales (histoire, ethnologie), les traductions, transformations, réarrangements, réinventions et métissages<sup>15</sup> des divers processus qui ont contribué à définir les attentes inscrites dans le militantisme humanitaire expert ; c'est à ces attentes que les militants doivent s'adapter ou

14. Sur des reconversions politiques qui conservent une vision sociale et politique du monde mais sur un autre mode que le mode militant. Collovald (A.) et Neveu (E.), « La critique politique du "néo-polar" », in Briquet (J.-L.) et Garraud (Ph.) dir., *Juger la politique*, Rennes, PUR, 2002 et « Le néo-polar : du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés et Représentations*, 11, 2001.

15. Comme le montre J.-L. Amselle in *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot, 1990.

avec lesquelles ils doivent composer parfois dans la plus grande contradiction avec eux-mêmes. L'enquête a porté justement sur ces aspects en s'intéressant aux salariés d'EDF réunis dans les clubs CODEV même si, par souci de comparaison, une coopérative agricole (la CANA), le Secours populaire ou les CMCAS (comités locaux d'entreprise) implantés à EDF ont été également examinés.

Une idée a été défendue : on aurait affaire avec cette tentative de création d'un militantisme expert en faveur des autres lointains non à la réalisation d'une nouvelle éthique du dévouement mais à l'expression d'une nouvelle idéologie de l'engagement (que l'on peut repérer ailleurs mais qui se manifeste ici plus clairement) dans laquelle se retrouvent, pour des raisons, avec des convictions et sur des modes différents, des acteurs diversifiés auparavant orientés vers d'autres pratiques sociales, professionnelles ou militantes. Nouvelle idéologie de l'engagement : c'est dire à la fois nouvelle vision du monde, de soi et des autres où l'accent est mis sur l'« individu », la « personne » et ses compétences propres et nouveaux dicibles sur le monde, sur l'engagement et sa signification autorisant des justifications publiques du militantisme mêlant, ce qui était impensable auparavant, intérêt et désintérêt, service de soi et dévouement aux autres, bonheur privé et vertu civique<sup>16</sup>. Ses principes d'apparition et de constitution résideraient non dans la mobilisation de nouveaux venus plus scolarisés et moins enclins à une délégation « totale » mais dans les modifications ayant affecté à la fois les transactions entre État, entreprise, syndicalisme<sup>17</sup>, les lieux d'investissement de l'action syndicale et politique et les représentations attachées aux deux voies de salut social traditionnellement offertes aux individus que sont la carrière professionnelle et le militantisme syndical ou politique. D'une certaine façon, c'était suivre aussi l'idée que cette inclination toute personnelle et vécue sur le mode de la vocation intime aux autres lointains résultait d'abord d'une situation collective et hexagonale dans laquelle les actions de « solidarité internationale » revêtaient des enjeux politiques multiples qui dépassaient les principaux protagonistes de cette nouvelle forme d'engagement civique : autre manière de réfuter l'évidence des distinctions classiques entre privé/public, individuel/collectif, national/international<sup>18</sup>.

### L'enquête ou comment restituer les « carrières morales » des dévouements humanitaires

Le problème à traiter était double. S'il consistait à cerner les conditions d'invention d'un nouveau territoire militant et d'adoption de nouvelles actions col-

16. Pour reprendre les mots de Hirschman (A. O.), *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983.

17. Voir par exemple Bibes (G.) et Mouriaux (R.) dir., *Les syndicats européens à l'épreuve*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990; Groux (G.) et Mouriaux (R.), « Syndicalisme sans syndiqués : dimensions et dilemmes », in Perrineau (P.) dir., *L'engagement politique*, op. cit.

18. Pour une remise en cause d'une distinction semblable entre légal et illégal, Favre (P.) et Fillieule (O.), « La manifestation comme indicateur de l'engagement politique », *L'engagement politique*, op. cit. Sur national/international, pour une bonne présentation des travaux actuels, Laroche (J.), *Politique internationale*, Paris, LGDJ, 2000. Devin (G.), *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, 2002.

lectives, il invitait inséparablement à les analyser comme le lieu d'élaboration et de redéfinition d'une pratique de dévouement concurrente d'autres et reposant sur une « nouvelle » idéologie de l'engagement organisée autour de l'individu et du singulier<sup>19</sup>. Comment ce type de militantisme ainsi forgé se retrouve être en plus ou moins grande adéquation avec des aspirations et des inclinations hétérogènes, au prix de quelles circonstances et de quel travail de mise en cohérence ? Étaient alors à restituer les logiques identitaires à l'œuvre dans cet engagement : logiques identitaires qui prédisposent des salariés à s'intéresser à cette forme d'actions plutôt qu'à d'autres et qui trouvent en elle, pour des raisons différentes et à l'occasion de situations pratiques précises, l'opportunité de s'actualiser notamment à travers une vision du monde et des autres particulière<sup>20</sup>. Quatre questions ont orienté l'investigation : comment ces salariés se mobilisent et agissent-ils ensemble ; quelles sont les dispositions sociales qui sous-tendent leur engagement ; quelle signification lui donnent-ils ? Avec quels effets sur leurs pratiques de dévouement et de représentation d'eux-mêmes et de leur action militante ? Les éléments de réponse ont été cherchés dans des entretiens biographiques longs (entre 2 et 3 heures) auprès d'une centaine d'intervenants, des observations ethnographiques de réunions préparant l'action sur le terrain ou survenant à son retour, la lecture des publications des associations, des comptes rendus et documents internes<sup>21</sup>.

L'entretien biographique visait à caractériser les militants et à retrouver l'ensemble des activités sociales auxquelles ils ont participé et participent encore (activités professionnelles, associatives, militantes, politiques, familiales, amicales), à mettre en évidence les intérêts, les compétences, les savoir-faire, les pratiques, les dispositions, acquis précédemment ailleurs et mobilisés ici, à cerner l'ensemble des réseaux sociaux dans lesquels ils sont impliqués, les socialisations qui ont été les leurs (milieux familiaux, types de pratiques valorisées, école, mouvements de jeunesse) : tous ces investissements sociaux multiples, diachroniques et synchroniques, qui font comprendre en quoi cet engagement est le lieu de création et d'actualisation de dispositions sociales et politiques acquises en d'autres circonstances et dans d'autres situations et se réalisant dans une expérience personnelle nouvelle. Si ce premier temps de la recherche s'intéressait ainsi à ce que

19. On met entre guillemets « nouvelle » idéologie car il s'agirait plutôt d'une résurgence sous un autre visage de ce que d'autres en d'autres temps et d'autres lieux ont appelé le « personnalisme ordinaire » ou de ce qui a pu s'exprimer dans l'anarcho-syndicalisme. Sur le premier point voir Berlivet (L.) et Sawicki (F.), « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, 27, 1994.

20. Sur l'importance de ces logiques identitaires dans les manières de se penser et penser le rapport aux autres, voir Pollak (M.), *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métailié, 1990 ; Pollak (M.) (avec N. Heinich), « Le témoignage », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62/63, 1986.

21. Cette enquête, sollicitée par le CFSI (Comité français de solidarité internationale), la CCAS (Caisse centrale d'actions sociales) d'EDF-GDF, la DAI (direction des Affaires internationales), les Clubs CODEV et l'Institut Belleville, ONG de la CFDT, a donné lieu à un rapport : *Un militantisme de transition. Enquête sur les actions de solidarité internationale menées par des salariés en entreprise*, 1995. Le budget consenti ne permettait pas d'aller sur le terrain observer la réalisation concrète des « missions » envisagées. On a tenté de compenser (certes de façon tout à fait relative) notre absence d'observation par l'analyse de films réalisés là-bas sur ces actions, notamment le documentaire présenté par Arte, « Niéro-du-Sahel, une ville sous tension », réalisé par Christian Lallier en 1999 qui suit une mission d'électrification, au Mali, menée par un CODEV fondé au milieu des années 1990.

ces militants, par tout ce qui les définissaient socialement, « faisaient » au militantisme CODEV, le second temps a tenté de découvrir réciproquement ce qu'un tel militantisme leur « faisait ».

Il s'est agi alors de repérer de quelles manières cet engagement dans des actions de « solidarité internationale » venait modifier les dispositions antérieures (re)formant ainsi les conditions de la croyance dans la vertu de l'engagement en général et dans cet engagement en particulier et celles de sa perpétuation. Ont été, ainsi, examinées les actions concrètes accomplies en France et à l'étranger lors de l'expatriation<sup>22</sup> (actions ici de rassemblement de l'équipe, de mobilisation des compétences, de préparation du programme de « transfert de technologies » ; actions là-bas, sur le terrain, de réalisation de ce programme), le regard réflexif que les militants portent sur les résultats obtenus, le déroulement de l'action et les alliances nouées, les perceptions qu'ils ont eues des populations rencontrées, etc. Éléments qui tous, en informant sur les façons dont ils se sont impliqués dans cette action, dont ils l'ont vécue et comprise, permettent de retrouver la logique subjective de leur appropriation des pratiques militantes et ses modalités de constitution.

Sous cet angle encore le travail de représentation et de labellisation de l'« autre aidé » a été aussi pris en considération (« victimes », « groupes marginalisés », « exploités », « amis », « collègues ») pour restituer les modalités de leur investissement dans cet engagement au service d'autrui. Est-ce le mode de la compassion ? est-ce celui du réformateur politique ? celui encore du technicien spécialiste d'un problème ? C'était alors retrouver non seulement les manières dont une situation étrangère était retraduite en une « cause » attendant une réparation que ces salariés se sentaient en mesure d'apporter mais également les sources de renseignement (« informateurs », « événements » qui ont déclenché leurs intérêts, livres, souvenirs, etc.) à l'aide desquelles ils « fabriquaient » leur connaissance de l'autre et à travers lesquelles ils percevaient l'objectif à atteindre, les demandes auxquelles ils répondaient. C'était aussi, à partir du discours que ces salariés tiennent sur la concurrence dans laquelle ils sont et se sentent inscrits, mettre en évidence les contraintes discursives spécifiques qui enserrent leur travail de définition de soi et de l'action qu'ils mènent. D'où l'importance des justifications apportées à l'action, ne serait-ce qu'à travers les critiques émises contre l'« humanitaire », le « mécénat », l'action de l'État, des ONG, des instances internationales, des collectivités territoriales ou au contraire les rapprochements, les alliances qui semblent possibles et qui autorisent cette forme d'engagement de soi au service des autres. À travers elles, tout un jeu de ressources argumentatives disponibles est enrôlé ou refusé au principe d'une légitimation de l'action qui, en donnant sens à l'engagement et aux rapports à autrui, vient définir et redéfinir le lien social ou civique et le sens de l'altruisme<sup>23</sup>.

22. L'expatriation est toujours de courte durée, entre quinze jours et un mois. Elle s'effectue le plus souvent lors des vacances des salariés.

23. Deux absences constituent des limites à cette analyse. Une étude de l'environnement local dans lequel sont insérés ces militants aurait permis de saisir également plus précisément les usages sociaux qu'ils peuvent

On l'aura compris, ces orientations de l'enquête cherchaient à rendre compte non seulement de la « carrière des militants » d'un humanitaire expert mais surtout de ce qu'on peut appeler avec Erving Goffman la « carrière morale » de leurs dévouements<sup>24</sup>. Cette notion vise à qualifier et séquentialiser le contexte social dans lequel se déroule l'action et, par son ambiguïté même, permet « un va et vient entre privé et public, du moi à son environnement social » qui place « l'étude du moi sous l'angle de l'institution<sup>25</sup> ». En s'intéressant aux aspects moraux du cheminement identitaire des individus c'est-à-dire « au cycle des modifications qui interviennent dans la personnalité du fait de cette carrière et aux modifications du système de représentations par lesquelles l'individu prend conscience de lui-même et appréhende les autres », elle conduit à réviser nombre de perspectives tenues sur le militantisme. Par son insistance à interroger l'enchaînement des circonstances au terme duquel des identités individuelles, à la fois objectives et subjectives, sont constituées, cette notion oblige bien sûr à ne pas les tenir pour invariables selon les espaces et les temps mais surtout à ne pas confondre l'« aboutissement » avec le « but » selon les mots de Paul Veyne<sup>26</sup> et ainsi à ne pas présupposer une harmonie préétablie entre les acteurs sociaux et le militantisme auquel ils s'adonnent. Elle prévient en quelque sorte du risque interprétatif majeur qui consiste à *imputer* à ces militants d'autres dispositions que celles qui les définissent *avant* leur engagement et qui ont maintenant toute l'évidence de ce qu'ils sont devenus : « dispositions à militer », dispositions à l'expertise, à l'humanitaire, à l'international ou même absence de dispositions tant la cause à laquelle ils se consacrent est à ce point « idéale » qu'elle ne peut reposer sur des déterminations autres que l'« appel intérieur » ou la « vocation désintéressée ». La notion de « carrière morale » contraint encore le chercheur à se demander si nombre de pratiques et de rapports au politique ou au militantisme qu'il constate lors de son observation n'ont pas été créés *après* l'engagement et *du fait même* de participer aux actions militantes<sup>27</sup> et si ce ne sont pas les activités nouvelles auxquelles les militants collaborent qui réinforment leur histoire personnelle antérieure. En effet, plus rien n'assure *avant examen* que les situations de porte-à-

---

faire de leur engagement dans « la solidarité humanitaire », les formes de gratifications qu'ils peuvent en retirer sans les avoir explicitement cherchées et qui contribuent à renforcer leur investissement de soi (par exemple, notabilisation par la presse, par des invitations à des conférences, par la multiplication de rencontres avec des élus ou des représentants des pouvoirs publics). De même, l'examen du monde local et de la structuration sociale le traversant, avec la visibilité plus ou moins grande de « malheureux sociaux », aurait permis de saisir plus complètement la finesse de lecture du monde nécessaire à ceux qui s'engagent dans la solidarité de proximité tout comme l'attention privilégiée que portent les acteurs de l'aide au développement au monde étranger.

24. On se sépare ici sur un certain nombre de points de la notion de « carrière militante » développée dans le numéro de la *Revue française de science politique*, 1/2, février-avril 2001, « Devenirs militants ». Nous nous en expliquerons dans le dernier chapitre.

25. Goffman (E.), « La carrière morale du malade mental », *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968.

26. Veyne (P.), *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1973.

27. D. Gaxie met en évidence ce phénomène lorsqu'il remarque que la compétence politique de nombre de militants ne précède pas leur engagement mais se développe après leur implication dans une organisation syndicale ou partisane, voir Gaxie (D.), « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, février 1977.

faux social ou les phénomènes de rupture biographique généralement perçus comme incitant à l'engagement et tout particulièrement à cet engagement si singulier qu'est l'humanitaire sous toutes ses formes *précèdent* les investissements de soi en direction des autres plutôt qu'elles n'en soient une des *conséquences*. Rien n'assure plus aussi que la vocation intime à l'humanitaire soit une manière spontanément individuelle de faire le récit de son militantisme et non le schéma identitaire imposé par la spécificité de la norme même de ce militantisme et réapproprié par les individus pour relire leur vie et leurs engagements passés.

En clair restituer les « carrières morales » des dévouements d'acteurs sociaux entrés et restés dans le militantisme d'expertise humanitaire revient à étudier les diverses voies par lesquelles des individus que rien, peut-être, ne prédestinait à de tels investissements *sont devenus* des altruistes et des adeptes de la cause humanitaire. Cet examen invite à en découvrir les raisons ni en eux-mêmes ni dans la cause revendiquée mais dans leur *rencontre* et ses particularités et à mettre ainsi en évidence le travail sur la « trajectoire des dévouements » qu'opèrent non seulement les militants eux-mêmes mais aussi les individus, groupes et institutions avec lesquels ils sont en interaction : concurrents, coéquipiers, autres lointains et norme imposée par le type d'engagement adopté. Là se jouent et s'accomplissent, au prix de réappropriations visant à les surmonter, les expériences successives que les militants traversent dans le cours même de leur engagement et qui « éprouvent » aussi bien leur sens de soi que leur sens des autres. Cinq chapitres organisent cet ouvrage qui retrace l'histoire d'une telle conjonction, plus inattendue qu'il n'y paraît de prime abord, entre une offre d'expertise humanitaire et ceux qui l'ont trouvée suffisamment intéressante pour lui accorder leur temps, leurs pensées et leur loyauté. Ils sont tous les cinq liés entre eux par la même préoccupation d'un « empirisme irréductible<sup>28</sup> » visant, sur la base d'une enquête de terrain, à comprendre ce qui anime ces militants, ce qui les fait tenir ensemble et tenir aussi à la cause d'un humanitaire expert.

Le premier s'attarde sur l'histoire de la constitution de l'humanitaire et de l'expertise comme catégorie et modalité d'intervention publique pour en restituer les enjeux cognitifs et politiques ; eux seuls permettent de repérer l'ensemble des incitations, des attentes et des contraintes à l'œuvre dans les engagements propres à l'humanitaire expert. Le plus curieux est que ce qui est demandé aux militants à l'occasion de leurs nouveaux dévouements n'est pas de changer de dispositions mais de changer d'idéologie, notamment leurs visions des autres et de ceux qui bénéficient de leur sollicitude (Annie Collovald). Le deuxième, sous la plume de Laurent Willemez, analyse de façon détaillée la construction à la fois collective et pratique de l'offre d'expertise humanitaire afin de mieux saisir ce qu'elle représente concrètement pour ceux qui contribuent à la faire exister. Il montre que, contre toute attente, ce militantisme expert revendiquant un

28. Dans le sens que lui donne O. Schwartz d'un empirisme sociologiquement armé se destinant moins à la découverte de « concepts » ou de « théories générales de l'action » qu'à la compréhension concrète de ce qui se passe et se joue dans le cas observé (« L'empirisme irréductible », postface à Anderson [N.], *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, 1993).

management des compétences professionnelles ne marche pas ainsi et que c'est pour cette raison-là qu'il « prend » et réussit : il se réalise par et grâce à une sorte de charivari des rôles hiérarchiques institués dans le travail, par et grâce à la mobilisation de savoirs et savoir-faire sociaux « à côté » qui, en poussant ces militants à se retrouver en « totalité » dans cet engagement de soi, enchantent leurs dévouements et font coexister fortement entremêlés, charisme et rationalisme, souci de soi et souci des autres, relations privées et relations publiques. Le troisième écrit par Marie-Hélène Lechien s'attache à comprendre ce qui incite des salariés que tout sépare (position professionnelle, espoirs de réussite, âge, rapports au politique, compétences sociales, politiques, ou spécialisées) à se retrouver dans cette offre d'expertise humanitaire ainsi constituée. En la situant par rapport aux autres voies de salut social existantes (militantisme syndical, carrière professionnelle), en observant les autorisations ou les freins plus ou moins diffus ayant cours au sein de l'entreprise et exercés sur les mobilisations de soi possibles et envisageables, elle met en évidence, contre l'idée d'une vocation professionnelle à l'expertise humanitaire, les rapports différenciés qu'une telle offre suscite. Loin de se jouer dans la seule convocation des compétences professionnelles, ils reposent davantage sur des « calculs moraux » faits d'anticipations et de projection de soi et de son avenir : ce sont eux qui vont travailler à « intéresser » ces salariés au militantisme d'expertise humanitaire en le plaçant non seulement dans le prolongement de la carrière professionnelle (qu'il s'agisse pour certains d'en retrouver la dignité ou l'éthique ancienne ou pour d'autres d'en espérer l'accomplissement futur) mais aussi, par les pratiques réflexives et les valeurs qu'il sollicite de leur part, en continuité avec un militantisme politique et chrétien de jeunesse, celui auquel nombre d'entre eux se consacraient au tout début de leurs engagements.

Sabine Rozier, dans le quatrième chapitre, revient sur ce qui se joue et se passe dans les discours que tiennent les militants, lors des entretiens, sur leur biographie passée et leur rapport au militantisme humanitaire. Elle montre combien d'abord ces militants sont réticents à avouer leur implication politique ou religieuse antérieure, combien encore leur souci de distinguer leurs dévouements aux autres d'un militantisme politique ou religieux leur permet de faire aussi abstraction de considérations sur la structuration politique locale qu'ils vont rencontrer et de construire ainsi l'universalisation d'une « commune humanité » rapprochant ces étrangers lointains de ce qu'eux-mêmes sont. Cette manière de dire et de raconter son altruisme autorise des justifications de l'action en termes d'« épreuves personnelles » vécues, d'événements privés ou de souffrances ressenties, d'en relever des exemples à nuls autres pareils dans l'histoire de leur enfance ou de leur expérience de très jeunes adultes et ainsi de consolider la singularité de ce militantisme au regard des militantismes politiques, syndicaux ou religieux en mettant à sa source des « affinités » avec les autres lointains fondées sur l'irréductibilité des individualités. Le dernier chapitre, enfin, tente de systématiser les hypothèses qui ont sous-tendu le travail d'investigation et, à travers elles et à partir des analyses dégagées sur cet exemple concret de militantisme,

de discuter les conclusions actuelles sur les formes contemporaines d'engagement public (Annie Collovald).

Au terme de l'enquête, un paradoxe inattendu, en effet, est mis en lumière : la nouveauté du militantisme d'expertise humanitaire se situe moins dans le mode d'action emprunté que dans la distance qu'il creuse avec les autres aidés. Au moment même où les justifications de l'action invoquent l'efficacité, le pragmatisme, la proximité et le souci de mieux porter remède, les bénéficiaires de la sollicitude militante sont constitués en « étrangers véritablement lointains » au point de distendre fortement les rapports instaurés avec eux. Mystère des inclinations apparemment contradictoires auquel nous nous sommes trouvés confrontés dans le cours même de cette enquête ; c'est lui qui a motivé notre souci de comprendre. C'est lui aussi qui invite à considérablement s'éloigner des constats sur les « nouvelles formes de militantisme ».